

à la disposition de l'autorité nationale compétente en matière de surveillance des conditions de travail le registre du temps de travail afin d'en permettre la consultation immédiate, pour autant que cette obligation est nécessaire aux fins de l'exercice par cette autorité de ses missions de surveillance de l'application de la réglementation en matière de conditions de travail, notamment, en ce qui concerne le temps de travail.

(<sup>1</sup>) JO C 295 du 29.9.2012

**Arrêt de la Cour (dixième chambre) du 13 juin 2013 — Commission européenne/République italienne**

(Affaire C-345/12) (<sup>1</sup>)

(Manquement d'État — Directive 2002/91/CE — Performance énergétique des bâtiments — Articles 7, paragraphes 1 et 2, 9, 10 et 15, paragraphe 1 — Transposition incorrecte — Non-transposition dans le délai prescrit — Directive 2010/31/UE — Article 29)

(2013/C 225/64)

Langue de procédure: l'italien

**Parties**

Partie requérante: Commission européenne (représentants: E. Montaguti et K. Herrmann, agents)

Partie défenderesse: République italienne (représentants: G. Palmieri, agent assistée de A. De Stefano, avvocato dello Stato)

**Objet**

Manquement d'État — Défaut d'avoir pris, dans le délai prévu, toutes les dispositions nécessaires pour se conformer aux art. 7, par. 1 et 2, et 10 ainsi que à l'art. 15, par. 1, de la directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2002, sur la performance énergétique des bâtiments (JO L 1, p. 65), lus en combinaison avec l'art. 29 de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil, du 19 mai 2010, sur la performance énergétique des bâtiments (JO L 153, p. 13)

**Dispositif**

- 1) En ne prévoyant pas l'obligation de remettre un certificat relatif à la performance énergétique en cas de vente ou de location d'un immeuble conformément aux articles 7 et 10 de la directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2002, sur la performance énergétique des bâtiments, et en ayant omis de notifier à la Commission européenne les mesures de transposition de l'article 9 de la directive 2002/91, la République italienne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 7, paragraphes 1 et 2, et 10 de ladite directive, ainsi que 15, paragraphe 1, de celle-ci, lus en combinaison avec l'article 29 de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil, du 19 mai 2010, sur la performance énergétique des bâtiments.
- 2) La République italienne est condamnée aux dépens.

(<sup>1</sup>) JO C 287 du 22.9.2012

**Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 30 mai 2013 (demande de décision préjudicielle du Conseil Constitutionnel — France) — Jeremy F/Premier ministre**

(Affaire C-168/13 PPU) (<sup>1</sup>)

(Coopération policière et judiciaire en matière pénale — Décision-cadre 2002/584/JAI — Articles 27, paragraphe 4, et 28, paragraphe 3, sous c) — Mandat d'arrêt européen et procédures de remise entre États membres — Règle de la spécialité — Demande d'extension du mandat d'arrêt européen ayant justifié la remise ou demande de remise ultérieure à un autre État membre — Décision de l'autorité judiciaire de l'État membre d'exécution accordant le consentement — Recours suspensif — Admissibilité)

(2013/C 225/65)

Langue de procédure: le français

**Juridiction de renvoi**

Conseil Constitutionnel

**Parties dans la procédure au principal**

Partie requérante: Jeremy F

Partie défenderesse: Premier ministre

**Objet**

Demande de décision préjudicielle — Conseil Constitutionnel — Interprétation des art. 27 et 28 de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO L 190, p. 1) — Extension des effets du mandat d'arrêt européen — Existence d'un recours (pouvoir) dans l'État requis contre la décision de l'autorité judiciaire d'exécution, en l'espèce la chambre d'instruction d'une cour d'appel — Délai de 30 jours

**Dispositif**

Les articles 27, paragraphe 4, et 28, paragraphe 3, sous c), de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, telle que modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil, du 26 février 2009, doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à ce que les États membres prévoient un recours suspendant l'exécution de la décision de l'autorité judiciaire qui statue, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande, afin de donner son consentement soit pour qu'une personne soit poursuivie, condamnée ou détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté, pour une infraction commise avant sa remise en exécution d'un mandat d'arrêt européen, autre que celle qui a motivé cette remise, soit pour la remise d'une personne à un État membre autre que l'État membre d'exécution, en

vertu d'un mandat d'arrêt européen émis pour une infraction commise avant ladite remise, pour autant que la décision définitive est adoptée dans les délais visés à l'article 17 de la même décision-cadre.

(<sup>1</sup>) JO C 156 du 1.6.2013

**Ordonnance de la Cour (dixième chambre) du 21 mars 2013 (demande de décision préjudicielle du Tribunal Cível da Comarca do Porto — Portugal) — Maria Alice Pendão Lapa Costa Ferreira, Alexandra Pendão Lapa Ferreira/Companhia de Seguros Tranquilidade SA**

(Affaire C-229/10) (<sup>1</sup>)

**(Article 99 du règlement de procédure — Assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs — Directives 72/166/CEE, 84/5/CEE et 90/232/CEE — Droit à indemnisation par l'assurance obligatoire de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs — Responsabilité civile de l'assuré — Contribution de la victime au dommage — Exclusion ou limitation du droit à indemnisation)**

(2013/C 225/66)

Langue de procédure: le portugais

## Juridiction de renvoi

Tribunal Cível da Comarca do Porto

## Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Maria Alice Pendão Lapa Costa Ferreira, Alexandra Pendão Lapa Ferreira

Partie défenderesse: Companhia de Seguros Tranquilidade SA

## Objet

Demande de décision préjudicielle — Tribunal Judicial da Comarca do Porto — Interprétation des directives 72/166/CEE du Conseil, du 24 avril 1972, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs, et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité (JO L 103, p. 1), 84/5/CEE du Conseil, du 30 décembre 1983, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs (JO 1984, L 8, p. 17), 90/232/CEE du Conseil, du 14 mai 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs (JO L 129, p. 33, en particulier de son article 1<sup>er</sup> bis), 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 mai 2000, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules

automoteurs et modifiant les directives 73/239/CEE et 88/357/CEE du Conseil (Quatrième directive sur l'assurance automobile) (JO L 181, p. 65) et 2005/14/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 mai 2005, modifiant les directives 72/166/CEE, 84/5/CEE, 88/357/CEE et 90/232/CEE du Conseil et la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs (JO L 149, p. 14) — Disposition nationale excluant la responsabilité pour le risque résultant de la circulation des véhicules automoteurs en cas d'accident du fait de la responsabilité exclusive du piéton victime dudit accident et permettant l'exclusion ou la réduction du droit à l'indemnisation des victimes d'accident, en cas de concours de fautes, du fait de la contribution de la victime dans la survenance du dommage.

## Dispositif

La directive 72/166/CEE du Conseil, du 24 avril 1972, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, la deuxième directive 84/5/CEE du Conseil, du 30 décembre 1983, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, et la troisième directive 90/232/CEE du Conseil, du 14 mai 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, doivent être interprétées en ce sens qu'elles ne s'opposent pas à des dispositions nationales relevant du droit de la responsabilité civile qui permettent d'exclure ou de limiter le droit de la victime d'un accident de réclamer une indemnisation au titre de l'assurance de la responsabilité civile du véhicule automateur impliqué dans l'accident, sur la base d'une appréciation individuelle de la contribution exclusive ou partielle de cette victime à son propre dommage.

(<sup>1</sup>) JO C 195 du 17.7.2010

**Ordonnance de la Cour (huitième chambre) du 16 mai 2013 — Caixa Geral de Depósitos, SA/Commission européenne, République portugaise**

(Affaire C-242/11 P) (<sup>1</sup>)

**[Pourvoi — Articles 149 et 181 du règlement de procédure de la Cour — Fonds européen de développement régional (FEDER) — Subvention globale de soutien à l'investissement local au Portugal — Réduction du concours financier — Non-lieu à statuer — Irrecevabilité manifeste]**

(2013/C 225/67)

Langue de procédure: le portugais

## Parties

Partie requérante: Caixa Geral de Depósitos, SA (représentant: N. Ruiz, advogado)